

14/11/2009 À 00H00

«Nous sommes dans un processus de décolonisation»

INTERVIEW Richard Samuel, préfet né en Guadeloupe, a coordonné les états généraux de l'Outre-Mer, réponse du gouvernement à la crise sociale qui a secoué les Antilles et la Réunion l'an dernier.

Par **NATALIE LEVISALLES**

La dernière fois que le préfet Richard Samuel est parti en vacances, c'était dans l'île de Saint-Martin, aux Antilles. Ça a duré trois jours. Il a été rappelé à Paris où on lui a demandé d'organiser les états généraux de l'Outre-Mer qui ont débouché, un an après la crise sociale aux Antilles et à La Réunion, sur 137 décisions. Quoi qu'on pense des mesures annoncées, ces états généraux, qui ont duré quatre mois et vu participer 100 000 personnes (plus 130 000 sur Internet), ont été un réel exercice de démocratie participative qui n'aurait sans doute pas eu lieu, ou pas de manière aussi ouverte, s'il n'y avait pas eu la personnalité du préfet.

Richard Samuel a une courtoisie souriante, une grande disponibilité, et une tendance irréprouvable à la langue de bois. Mais il rit quand on le lui fait remarquer et accepte de l'abandonner, parfois. Né en Guadeloupe en 1952, élève boursier, c'est un pur produit de l'école républicaine. A 16 ans, il a dans la foulée son bac et la révélation du métier qu'il veut faire, préfet, en feuilletant un catalogue de l'Onisep. Il a été joueur de basket. C'est là qu'il a appris à commander : *«J'étais naturellement capitaine.»* Avec un cœur à 52 battements par minute, il est toujours coureur de cross, le *«meilleur exercice pour muscler la volonté»*. On notera qu'il a été en poste en Corse et dans la Meuse (où il a coordonné les réunions autour du laboratoire de stockage nucléaire de Bure). En 2005, il a géré le traumatisme du crash, au Venezuela, de l'avion qui transportait 152 Martiniquais et, en 2006, l'épidémie de chikungunya à la Réunion. Quand on lui a demandé de coordonner les états généraux, il a eu le *«sentiment d'une crise sans précédent. S'il y a des décisions qui sont prises et qu'elles ont une importance pour moi, il vaut mieux être acteur que subir»*.

QUE TIREZ-VOUS DE CETTE EXPÉRIENCE DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'OUTRE-MER ?

D'abord, cette idée que les gens ont exprimée : *«Nous n'avons pas vocation à être assimilés, nous voulons être égaux, mais différents.»* D'une certaine manière, c'est une remise en cause de la départementalisation, le choix, en 1946, de faire de la Guadeloupe et de la Martinique des départements comme les autres. Ensuite, une surprise agréable : cet exercice a été très regardé par les Pays-Bas qui connaissent bien la région. Le Surinam, voisin des Antilles, est une ancienne colonie néerlandaise. Je disais à l'ambassadeur des Pays-Bas qu'une décolonisation réussie, c'est une décolonisation d'où on ne part pas en se contentant de distribuer de l'argent, mais où on donne la garantie que les gens garderont un fonctionnement démocratique.

Je crois qu'on est effectivement dans un processus de décolonisation. De la décolonisation des années 60, on a souvent une vision «pronunciamentiste» - un coup d'Etat, et un nouveau gouvernement - mais il y a d'autres types de décolonisation. Porto-Rico, territoire associé aux Etats-Unis, ou la Nouvelle-Calédonie où, depuis les accords de Nouméa, on a finalement une évolution pacifiée et un projet d'un référendum sur la relation avec la France.

VOUS AVEZ ÉTÉ HAUT FONCTIONNAIRE EN CORSE. VOUS Y AVEZ RECONNU QUELQUE CHOSE DE L'INSULARITÉ GUADELOUPÉENNE ?

Quand, en 1990, je suis arrivé comme secrétaire général pour les affaires régionales, j'ai rendu visite à Jean-Paul de Rocca-Serra, président de l'Assemblée de Corse, qui m'a dit : *«Vous savez, vous enlevez tous les habitants de l'île, vous les remplacez par des pingouins, et vous revenez un siècle plus tard... Les pingouins seront encore plus insupportables que les Corses.»* Une manière de me dire : *«Vous allez parfois trouver que nous sommes très difficiles, mais tenez compte d'une chose : l'insularité crée des comportements qui peuvent paraître incompréhensibles.»* Ce sentiment que la mer est une frontière et que ce qui se passe dans l'île est plus important que tout ce qui peut se passer ailleurs, c'est une chose que j'ai reconnue parce que je l'ai souvent vue en Guadeloupe. Mais je l'ai vécue intensément en Corse, d'autant plus que c'était une période compliquée. Juste après mon arrivée, le maire de Grossetto Prugna a été assassiné. Quelques semaines plus tard, c'était le président de la Chambre d'agriculture - vingt minutes après avoir quitté mon bureau -, puis le maire de Soveria... La ponctuation de la vie politique par la mort était assez impressionnante, de même que le rapport de force constant avec l'Etat. A un moment, on m'a

demandé de remplacer le commissaire au développement économique, parce qu'il avait eu des problèmes avec les nationalistes. Ils l'avaient enroulé dans un tapis, lui avaient collé dans le dos une affiche «*Aux bons soins de M. Chérèque, ministre de la Reconversion industrielle*», et l'avaient posé sur un tapis roulant à l'aéroport.

QUE PENSEZ-VOUS DE LA MANIÈRE DONT LA MÉMOIRE DE L'ESCLAVAGE EST ARRIVÉE DANS LE DÉBAT FRANÇAIS ?

Il fallait que la question soit traitée. En même temps, je cite toujours la phrase de Frantz Fanon : «*Nous devons ne plus être esclaves de l'esclavage.*» Il faut passer à autre chose. C'est d'ailleurs le sentiment que j'ai eu lors des états généraux : on veut la reconnaissance de l'identité, on veut aussi accéder à des choses universelles. Je ne crois pas qu'il faille mettre l'accent sur les différences entre communautés. Les Antilles sont des terres de métissage, en dehors de la période de l'esclavage, elles ont rarement été des terres de communautarisme. Bien sûr, récemment, il y a eu des périodes d'exaspération, de violence. Je pense que c'était une mise en cause des rapports de domination. Cela dit, quand les rapports de domination se confondent avec la couleur de peau, les dérives sont très possibles.

EST-CE QUE VOUS-MÊME VOUS SENTEZ APPARTENIR À UNE COMMUNAUTÉ : NOIRE, ANTILLAISE, CARIBÉENNE... ?

Je regrette vraiment qu'on croie ces classifications nécessaires aujourd'hui. Mes ancêtres venaient de France, d'Inde et d'Afrique. Probablement à cause de ce métissage, j'ai le sentiment d'appartenir à une société globale. Je suis né en Guadeloupe, je me sens guadeloupéen et je me sens français. Un jour, j'aurai à m'interroger sur le sens philosophique à donner au fait d'être citoyen européen. Quant à l'identité caribéenne, il est certain que la musique cubaine me parle, mais comme elle doit parler à beaucoup d'Européens. Le roman sud-américain, avec ses forêts, ses superstitions, me parle aussi, comme la poésie du Cubain Nicolas Guillen. *Songoro cosongo* est un de mes poèmes préférés, je le garde en mémoire et il ne s'efface pas avec l'âge, au contraire. Il me rappelle des choses entendues dans mon enfance, qui n'étaient pas en espagnol mais avaient la même musique. Et quand je lis un poème de Saint-John Perse, né en Guadeloupe et d'origine européenne, je retrouve encore cette musique. Il y a une musicalité partagée dans l'ensemble de la Caraïbe. Mais cette idée d'identité caribéenne n'est pas évidente. J'aimerais pouvoir dire que je suis caribéen, mais ma connaissance de la situation me donne le sentiment que c'est pour le moment un espace en construction.

EST-CE QUE DES ÉCRIVAINS COMME CÉSAIRE OU FANON ONT ÉTÉ IMPORTANTS POUR VOUS ?

Frantz Fanon a beaucoup plus représenté pour moi qu'Aimé Césaire. Le discours de Césaire sur la négritude ne m'a pas vraiment intéressé, par contre, j'ai été séduit par *le Cahier d'un retour au pays natal*, la musicalité de la langue, le surréalisme et l'enracinement dans cet espace imaginaire caribéen qui fait qu'il y a une proximité entre le Martiniquais Césaire, le Saint-Lucien Derek Walcott et le Cubain Guillen.

Dans Fanon, c'est l'homme de conviction qui m'a séduit, malgré la notoriété que Sartre lui a offerte et qui l'a en fait caricaturé. Sartre en a fait un sartrien, quelqu'un qui n'a pas peur de la violence. Alors qu'il y a dans Fanon une pensée nuancée, subtile, tolérante, qui correspondait plus à ce que j'étais. J'ai beaucoup lu les marxistes, mais je n'ai jamais été tenté par la mise en œuvre. En 1968, j'avais 16 ans, mais je ne me sentais pas concerné par une contestation radicale de la société, probablement parce que c'était une contestation d'enfant gâté et je n'en étais pas un. J'avais au contraire le sentiment qu'on nous offrait des clés et qu'il fallait s'en saisir. Mon problème n'était pas de libérer la Guadeloupe d'un joug pesant, mais d'être un jour en situation de lui donner quelque chose en retour des bourses qu'elle m'avait généreusement offertes.

QUE PENSEZ-VOUS DE CES TERMES DE «MINORITÉ» ET DE «COMMUNAUTÉ» QUI VIENNENT DE LA CULTURE ANGLO-SAXONNE ?

C'est vrai que le discours sur l'unité de la République, l'intégration ou l'assimilation a empêché de traiter les minorités et les situations particulières. Durant les Trente Glorieuses, l'essor économique faisait que la marche vers l'équité paraissait évidente. Avec la crise, le modèle français a été remis en cause. On a eu le sentiment que l'intégration des enfants des immigrés, qu'on avait appelés pour construire ce modèle économique fortuné, patinait. Ça nous a obligés à réviser les politiques publiques ainsi que les concepts qu'il y avait derrière, et à emprunter des formules aux Anglo-Saxons. Mais on aurait tort d'aller chercher les réponses à l'extérieur. Je ne crois pas qu'il y ait dans le modèle anglo-saxon la même volonté d'égalitarisme que chez nous. Même si on parle de minorités, en considérant que l'individu appartient à un groupe, on ne doit pas perdre de vue que l'objectif est de revenir à l'égalité entre individus, pas l'égalité entre groupes. C'est fondamental.

Photo Frédéric Stucin. M.Y.O.P.